

Aubervilliers, le 22 décembre 2021

L'évolution démographique récente de la France

Moins de naissances, de mariages et de migrations, plus de décès... la Covid-19 bouleverse la dynamique de la population française

Comme chaque année, conformément à sa mission d'information du public sur les questions démographiques, l'Ined publie la *Conjoncture démographique* qui présente de manière détaillée les évolutions récentes de la population en France. Elle se concentre, autant que les données le permettent, sur l'année 2020, bouleversée par le début de l'épidémie de Covid. Toutes les composantes de la dynamique démographique du pays ont été affectées : diminution du nombre de naissances (- 17 000) et des interruptions volontaires de grossesses (- 10 000), baisse du nombre de mariages (- 70 000) et probablement de titres de séjours délivrés pour les ressortissants de pays tiers (statistiques provisoires). Inversement, le nombre de décès a été historiquement élevé (+ 56 000). Pour de nombreux pays du monde, 2020 est une année exceptionnelle du point de vue démographique. En France, il faut remonter à la Seconde Guerre mondiale pour retrouver un nombre de naissances aussi faible.

Un fort ralentissement de la croissance de la population du fait de la crise sanitaire

Au 1^{er} janvier 2021, la France comptait 67,4 millions d'habitants, soit 120 000 de plus qu'au 1^{er} janvier 2020. Si la crise du coronavirus n'a pas entraîné de diminution de la population, elle a très fortement ralenti sa progression, ainsi que les composantes de celle-ci : en 2020, le solde naturel (+ 67 000) a été à peine plus important que le solde migratoire (statistiques provisoires). Le solde naturel est même négatif le dernier trimestre de l'année 2020 et le premier trimestre 2021. La France demeure malgré tout le pays avec la plus forte croissance démographique de l'Union européenne, qui a perdu environ 300 000 habitants en 2020. La crise sanitaire a perturbé la dynamique démographique de la France mais elle n'a modifié qu'à la marge sa structure par âge, entraînant un très léger rajeunissement.

Une probable diminution du nombre de titres de séjours pour les ressortissants hors UE

En 2019, année la plus récente pour laquelle des statistiques sont disponibles, 257 137 personnes ont obtenu un premier titre de séjour d'une durée d'au moins 1 an, le plus haut niveau depuis 2000. Cet effectif est un indicateur partiel du flux d'immigration, puisqu'il exclut les personnes qui ne disposent pas d'un titre de séjour, comme les ressortissants de l'Espace économique européen et de la Suisse. Les nouveaux détenteurs d'un titre de séjour sont jeunes (75 % ont moins de 35 ans et 12 % moins de 18 ans). En 2019, parmi les ressortissants en provenance de pays tiers, seuls les titres de séjours délivrés à des ressortissants d'un pays africain augmentent : ils représentent 61 % des flux contre 59 % en 2018. Les motifs de délivrance de titre de séjour les plus fréquents sont associés à la famille (41 %), aux études (25 %), à l'humanitaire (13 %) et à la vie professionnelle (12 %), mais seuls les motifs familiaux, humanitaires et professionnels augmentent entre 2018 et 2019. L'effet de la crise sanitaire sur les flux migratoires issus des pays tiers ne pourra être mesuré selon notre méthode de dénombrement qu'en 2022. Toutefois, les statistiques délivrées par le ministère de l'Intérieur dessinent une forte baisse pour l'année 2020 (- 21 %), ainsi qu'un changement de composition (moins de motifs professionnels notamment).

Une forte baisse du nombre de naissances, particulièrement 9 mois après le confinement

En France, en 2020, il est né 736 000 enfants, soit l'effectif le plus faible depuis 1945. La baisse de la natalité, engagée depuis plus de 10 ans, s'est accélérée en 2020. Elle s'explique uniquement par la baisse de la fécondité et non par celle du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants. Le nombre d'enfants par femme (indice conjoncturel de fécondité) est de 1,83 en 2020, valeur équivalente à celles des années 1989 ou 1999, mais avec un âge à la maternité plus tardif. Malgré la diminution de sa natalité, la France demeure le pays le plus fécond d'Europe. La crise de la Covid explique l'accélération de la diminution des naissances de 2020, qui s'est concentrée sur les mois de novembre et décembre, soit 9 mois après le confinement (respectivement – 6 % et – 8 % par rapport à la moyenne de trois dernières années). Cette baisse a principalement touché les femmes les plus jeunes (avant 25 ans) et les plus âgées (après 40 ans).

Un recul du nombre d'IVG, notamment les mois suivant le premier confinement

Le nombre d'interruptions volontaires de grossesses (IVG) a baissé en 2020 (220 000, soit – 4 % par rapport à 2019). Cette baisse a été particulièrement forte dans les semaines qui ont suivi le premier confinement, signe que la baisse des naissances de novembre et décembre est avant tout le fait d'une diminution des conceptions. La diminution des IVG a principalement concerné les femmes de moins de 30 ans et les IVG pratiquées en milieu hospitalier. L'extension du délai légal de 7 à 9 semaines pour les IVG médicamenteuses pratiquées en ville a en partie pallié les difficultés d'accès aux services hospitaliers dédiés durant le pic de la crise.

Des mariages annulés ou reportés du fait des règles sanitaires

Le nombre de mariages a diminué en 2019 et les estimations publiées pour 2020 montrent un effondrement lié directement aux contraintes sanitaires. La baisse du nombre de mariages est particulièrement forte de mars à juillet 2020, sans véritable rattrapage durant le deuxième semestre (si ce n'est en octobre avec + 28 %). Les statistiques relatives aux pacs de 2020 ne sont pas encore publiées, mais en 2019, pour la première fois depuis 2011, leur nombre a diminué (196 400), du fait de la baisse de pacs d'unions hétérosexuelles. En 2019, l'âge moyen au mariage continue de baisser pour les femmes et les hommes s'unissant avec une personne de même sexe et il augmente légèrement pour les autres couples, de sorte que l'âge moyen de l'ensemble des hommes et des femmes est inchangé (37,9 ans pour les hommes et 35,4 ans pour les femmes). Le mariage est en perte de vitesse au fil des générations : on estime à 49 % des hommes et 52 % des femmes des générations 1990 qui se marieront au moins une fois, contre 66 % des hommes et 71 % des femmes de la génération 1970.

Une diminution de l'espérance de vie d'environ 6 mois

En 2020, 668 900 décès ont été enregistrés en France (+ 9,1 % par rapport à 2019) et l'espérance de vie a diminué d'environ 6 mois (– 0,58 an pour les hommes et – 0,45 an pour les femmes) ramenant son niveau à celui de 2014. Cette surmortalité est la conséquence directe de l'épidémie de Covid, mais la mesure exacte de l'effet propre de l'épidémie sur le nombre de décès ne pourra être établie que lorsque les statistiques de mortalité par cause de 2020 seront connues. L'évolution quotidienne des décès en 2020 montre des pics fin mars, début avril et début novembre, bien plus élevés que ceux provoqués par les gripes saisonnières des années précédentes. La surmortalité a été plus importante chez les hommes et chez les plus âgés, tout particulièrement les hommes septuagénaires. Elle a également été plus forte dans les trois régions les plus touchées par l'épidémie : le Grand Est, l'Île-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes.

[Téléchargez ici l'intégralité de l'article \(extrait de la revue *Population n° 4, 2021\)](#)**

* La revue *Population*, éditée par l'Ined, publie chaque année un article de conjoncture démographique qui analyse en détail les évolutions démographiques de la France au cours des dernières décennies. Les données présentées sont généralement moins récentes que celles publiées par l'Insee en janvier de l'année n dans le bilan démographique mais ce recul permet d'avoir des données plus détaillées sur la période étudiée et d'éclairer les évolutions observées. Par ailleurs, l'article propose chaque année l'approfondissement d'une thématique. Cette année, les auteurs ont mobilisé les données les plus récentes disponibles pour pouvoir présenter le bouleversement lié à la pandémie de Covid.

Auteur-e-s : **Didier Breton** (Université de Strasbourg-Ined), **Nicolas Belliot** (Université de Bordeaux, COMPTRASEC), **Magali Barbieri** (Ined), **Hippolyte d'Albis** (École d'économie de Paris, CNRS), **Magali Mazuy** (Ined).

Contact chercheur :

Didier BRETON : Courriels : didier.breton@ined.fr ou dbreton@unistra.fr

À propos de L'Ined :

L'Institut national d'études démographiques (Ined) est un organisme public de recherche spécialisé dans l'étude des populations, partenaire du monde universitaire et de la recherche aux niveaux national et international. L'institut a pour missions d'étudier les populations de la France et des pays étrangers, de diffuser largement les connaissances produites et d'apporter son concours à la formation à la recherche et par la recherche. Par une approche ouverte de la démographie, il mobilise un large éventail de disciplines comme l'économie, l'histoire, la géographie, la sociologie, l'anthropologie, la statistique, la biologie, l'épidémiologie. Fort de ses 10 unités de recherche et 2 unités mixtes de service, il encourage les échanges et conduit de nombreux projets de recherche européens ou internationaux.

Contacts presse :

Courriel : service-presse@ined.fr

Gilles GARROUSTE - Chargé de communication institutionnelle - Tél. : +33 (0)1 56 06 57 04

Mathilde CHARPENTIER - Directrice de la communication - Tél. : +33 (0)1 56 06 57 28

Suivez-nous :  